

# Déclaration liminaire SNUipp-FSU

## CTSD 1er degré mercredi 7 février 2018

**POUR DES DOTATIONS  
A LA HAUTEUR DES BESOINS  
POUR UNE VRAIE RECONNAISSANCE  
DU MÉTIER D'ENSEIGNANT**



Lundi dernier, le CTSD 2<sup>nd</sup> degré a officialisé la baisse des dotations horaires pour 18 collèges des 31 établissements des Pyrénées-orientales alors que les effectifs sont en hausse.

6 lycées sur 10 verront également leurs moyens diminués à la rentrée 2018. Cette politique d'austérité est effective dans toute l'Education Nationale.

Dans le 1er degré, la situation n'est malheureusement pas différente.

Pour la FSU, l'alerte sociale permet d'imposer un dialogue qui aurait dû être anticipé par tous les échelons de l'administration. En l'absence de réponse concrète, la FSU considère que le rapport de force devient alors nécessaire et même incontournable. C'est pour cette raison que la FSU avec le SNUipp-FSU, a appelé à la grève ce mardi 6 février dans un cadre unitaire, avec la CGT, FO et Solidaires.

La FSU avec le SNUipp-FSU se félicite des nombreux mouvements de protestations qui se sont manifestés localement. En Cerdagne et Capcir, dans le Conflent (à Ria, Prades, Vernet les Bains) mais aussi à Rivesaltes, Cabestany, Canohès, Rodes, St Cyprien ...(la liste n'est pas exhaustive) les enseignants et les parents d'élèves expriment ainsi leur attachement au service public d'éducation à travers leur école de proximité qui est aujourd'hui mise à mal.

Si la décision de dédoubler les classes de CP en REP et de CE1 en REP+ ne peut être contestée, le SNUipp-FSU demande, depuis de nombreuses années, la limitation des effectifs par classe pour améliorer les résultats et les conditions de travail des élèves.

Le problème (et il est majeur!) est que **cette diminution des effectifs concerne quelques classes au détriment de toutes les autres. Ce sont notamment les autres classes en REP et REP+ mais aussi les écoles en milieu rural (Cerdagne/Capcir/Agly, Conflent ...) et les écoles maternelles qui vont subir de plein fouet cette politique à géométrie variable.**

En effet, les dotations en postes sont largement insuffisantes pour permettre le dédoublement des CP REP et des CE1 REP+. Au niveau académique, 290 postes devraient être créés. **Or la dotation n'est que de 121 postes.**

Dans les Pyrénées-Orientales, ce sont **55 postes** qui seraient nécessaires...sans comptabiliser les postes pour le dédoublement des CP REP+ réalisé à la rentrée 2017 à moyens constants (ils ont « coûté »**23 postes**).

Or ce sont seulement 36 postes qui sont attribués au département pour la rentrée 2018.

Par voie de conséquence, des fermetures devraient être prononcées en masse: ce sont les postes « **Plus de maîtres que de classes** » mis en place en 2014 qui vont être **marginalisés** malgré la satisfaction des enseignants sur le terrain.

**Mais c'est surtout** la moyenne des effectifs par classe qui va mécaniquement augmenter. Les classes à 30 élèves et plus vont se généraliser.

La FSU avec le SNUipp vont batailler école par école pour éviter des fermetures qui ne se justifient pas.

- En maternelle, à Perpignan, les écoles Romain Rolland, Anatole France, Pont-Neuf, mais aussi à Ille, Port Vendres, le Boulou, St Paul, Salses, Rivesaltes, St Laurent, Torrelles, Latour Bas Elne, Cabestany, Pollestres. (14)
- En élémentaire, Baho, Prades, Maureillas, Banyuls, Cerbere, Argelès, Rivesaltes, St Cyprien, Elne, Cabestany (10)
- En primaire, Mont-Louis, Rodes, Vernet, Bourg-Madame, Ria,

De nombreuses demandes d'ouvertures ne seront pas satisfaites. Faut-il rappeler qu' il y a 10 ans seulement, les ouvertures étaient prononcées systématiquement au-delà d'une moyenne de 25 élèves par classe ? Aujourd'hui l'administration a écarté 20 situations particulièrement difficiles :

- En bilingue, des besoins sont nécessaires à Bourg-Madame, Cabestany, Céret, Argelès et Font Romeu.
- En maternelle à Saillagouse, Cabestany, Canet, St Cyprien, ou à Perpignan à l'école Jules Ferry
- En élémentaire à Canohès, Pollestres, Alénia, Théza
- En primaire à Cattlar

Pour le SNUipp, devant cette situation qui est la pire connue depuis près de 20 ans dans le département, le dédoublement en CE1 REP+ ne doit pas être prioritaire. Il devrait être effectif dans les écoles qui ont notamment les locaux disponibles ce qui n'est pas le cas pour l'immense majorité d'entre elles.

Pour permettre aux élèves et aux enseignants de travailler dans de bonnes conditions, la mobilisation doit se poursuivre pour obtenir un plan de rattrapage pluriannuel. La mobilisation académique en 2000 avait permis d'obtenir près de 150 postes pour les PO qui depuis, ont été largement mis à mal par les politiques d'austérité successives.

C'est cet objectif que poursuit la FSU 66 qui met tout en oeuvre pour que s'élargisse l'unité syndicale.

La priorité pour le primaire ne doit pas être qu'un slogan. Pour ses écoles, la France dépense moins que la moyenne des pays de l'OCDE.

Ce sont les élèves les plus fragiles qui subissent ces restrictions de postes

**Mais où est donc la priorité au primaire,** lorsque parallèlement les places en établissements spécialisés ou dans des classes spécifiques (ULIS, UPE2A ...) sont insuffisantes, ce qui a des conséquences notables sur les conditions de travail en milieu ordinaire ou dans l'enseignement adapté (SEGPA)?

**Mais où est donc la priorité au primaire,** quand il manque 36 maîtres E ou G dans le département pour retrouver le nombre de postes de Rased qui existaient en 2008.

**Mais où est la priorité au primaire** lorsqu'il y a en France plus de 100 000 classes à plus de 25 élèves ?

Oui la priorité au primaire ne doit pas être qu'un slogan. Elle doit devenir une réalité. Et c'est le rapport de force qui permettra de l'imposer...

## **POUR :**

**Travailler dans de bonnes conditions !**

**Accompagner de manière efficiente les élèves les plus en difficultés !**

**Eviter les changements de « pilotage » incessants !**

**Donner une véritable chance à l'Ecole Publique de mener à bien ses missions !**